

premier ministre répondra, j'en suis sûr, à cette question et l'aurait fait sans doute, même si je ne l'avais pas interrogé.

Le premier ministre fera-t-il connaître à la Chambre si l'affaire a été discutée avec les gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne?

Nous donnera-t-il aussi une idée de l'étendue des menées subversives dans tout le Canada? Peut-être ne peut-il pas donner une réponse définitive.

Mes demandes de renseignements à ce sujet ne visent nullement à causer des ennuis au Gouvernement. Il s'agit d'événements qui peuvent avoir de profondes répercussions pour tous les Canadiens, et le Gouvernement, je crois, servira mieux les fins de la justice et les intérêts du Canada s'il se confie au Parlement et au peuple canadiens et s'il met le public parfaitement au courant de l'étendue et de la gravité des intérêts en jeu. Nous ne désirons pas seulement purger le service public de tous les éléments subversifs, mais, comme membres du Parlement, nous voulons donner à nos commettants l'assurance que nous prenons des dispositions efficaces pour prévenir toute répétition d'activités de ce genre à l'avenir. Voilà des questions que, j'en suis sûr, le premier ministre traitera ce soir.

J'aborde maintenant un sujet que le Gouvernement, dans le discours du trône, a signalé comme très important. Je cite:

L'avenir de notre pays, comme des autres, dépendra du succès de l'œuvre de la reconstruction mondiale, et de l'établissement d'une paix durable.

Cette question ne touche pas nos problèmes domestiques mais bien les affaires internationales. Je ferai porter le reste de mes observations sur la question de la politique étrangère.

Nous sommes réunis à un moment critique dans les affaires d'un monde bouleversé. Les nations en sont à l'un des grands tournants de l'histoire de l'humanité. Elles ne peuvent faire autrement que de prendre des décisions solennelles et de grande portée. De ces décisions dépendent l'élaboration de sages plans en vue de notre avenir et, dans une grande mesure la destinée du genre humain. Je partage l'avis du Gouvernement lorsqu'il dit que c'est une question importante. Les routes à suivre nous apparaissent de plus en plus clairement. Elles sont plus visibles qu'elles ne l'ont jamais été dans le passé. Nous pouvons prendre la route de la paix et du progrès ou celle de l'anarchie et du retour à des conditions pires que celles du temps de la barbarie. C'est à nous de choisir.

Dans la première exaltation de la victoire en mai dernier, et de nouveau au mois d'août,

lorsque la bonne nouvelle de la fin de la guerre nous est parvenue, la vision d'une paix et de progrès durables nous a semblé une chose accomplie. Depuis lors, lentement mais inexorablement, nous avons appris avec appréhension que nous avions encore un autre combat à remporter: qu'il nous fallait gagner la paix, et cette lutte est aussi urgente, aussi redoutable, et à certains égards plus difficile à gagner que de remporter la victoire pendant la guerre. La fin des hostilités, nous le reconnaissons maintenant, n'est que le commencement d'une lutte encore plus acharnée et plus implacable pour assurer la paix et le progrès chez les hommes.

Et quand je dis "lutte pour assurer la paix et le progrès," je ne saurais mieux décrire la situation à laquelle nous devons faire face. Ce sera une lutte, un rude et incessant conflit contre toutes les forces qui ont été la cause de la pauvreté et des fléaux dans le monde. Du côté du droit se rangeront l'intelligence et le bon sens qu'a légués la sagesse accumulée des générations humaines, et, contre nous les forces de ténèbres liguées contre la paix, la prospérité et le bien-être que la science nous garantit, à condition que nous voulions ensemble nous en servir. Durant la guerre, nous avons opposé l'agression à l'agression allemande, la destruction à la destruction allemande. Il nous faut maintenant désarmer l'agression par le bon sens, substituer la production à la destruction et régler les différends internationaux non plus par le sang de nos fils, mais par la saine raison.

Au cours des derniers mois, notre optimisme s'est changé en pessimisme. Des vagues d'espoir, de cynisme et de fatalisme ont balayé le monde comme des raz de marée. On trouve plus chic de critiquer l'Organisation des Nations Unies, bien qu'il soit facile aux hommes de peu de foi de prédire son échec. Je ne suis pas de ces gens. Je crois qu'on a jeté les bases d'un nouvel ordre international qui se fondera plus tard sur les préceptes de la morale et la primauté du droit. Ce nouvel ordre de diplomatie souffre des douleurs de croissance. On a remplacé la politesse de salon par le franc-parler. Les nations du monde atteignent une période de crise. Le temps est venu des bras solides, de la mesure, de la prudence, du bon sens dans les idées et dans les paroles. Aujourd'hui, il nous faut reconnaître qu'une paix durable ne peut s'établir que sur la solidarité intellectuelle et morale de l'univers. Une paix appuyée sur des expédients politiques et économiques ne saurait survivre. La défense de la paix repose sur un échange libre de connaissances, d'idées et de ressources et sur la reconnaissance des droits de tous les peuples à se gouverner sans contrainte extérieure.